
Épanouissement d'une presse démocratique et affirmation d'une critique journalistique en France durant la révolution de 1848

Julien Contes

After the French Revolution of 1848, which ended the July Monarchy, the revolutionaries gained complete freedom of the press. This allowed the publication of hundreds of newspapers from March onwards. Although mostly short-lived, they revolted against the bourgeois journalistic order inherited from the previous regime. These new journalists, generally anonymous, issued vigorous criticism and democratic demands, not only for their political discourses but also in terms of the practices and symbols. If this journalistic class struggle quickly ran out of steam due to a lack of resources and the return of repressive measures, it had avant-garde aspects. It constituted a great moment of reflection on journalism and an essential step, little studied by historiography, in the long process of democratization of media in nineteenth century France.

Keywords: *July Monarchy – French revolution of 1848 – Revolutionary press – Gustave Biard – Girardin*

1. Introduction

La sphère d'action du journalisme s'agrandit tous les jours ; tout ce qui se rattache au développement de l'intelligence lui appartient. Ce *champ* a-t-il été exploité jusqu'à sa dernière limite ? La *culture* en a-t-elle toujours été conforme aux besoins qui se manifestaient ? Nous nous permettons d'en douter [...]. Les lacunes que présente le journalisme se trouvent dans la partie destinée au *peuple*¹.

¹ *Une lumière dans l'atelier*, Prospectus, 29 octobre 1836, Lyon, Bibliothèque nationale de France (désormais BnF), JO-1960. C'est nous qui soulignons.

Dans son premier numéro, le journal ouvrier *Une lumière dans l'atelier*, publié à Lyon à partir du 29 octobre 1836, émet l'idée que le « champ » journalistique construit après la révolution de 1830, et la culture qu'il a induite, n'ont pas permis l'émergence d'une presse démocratique. Que le journal ait été éphémère n'éluide pas le fait que son auteur, anonyme, exprimait une préoccupation de l'époque : la nécessité de créer une presse démocratique – un « journal populaire » pour reprendre les termes du prospectus – dans ses aspirations comme dans sa production. Déjà en 1833, un organe de même tendance socialiste publié à Paris, *Le Faubourg Saint-Antoine*, du nom d'un des principaux quartiers ouvriers de la ville, énonçait la même critique : « Jusqu'à présent les journaux périodiques se sont exclusivement adressés aux gens de fortune et de loisir. Ainsi limitée dans son essor, la presse n'a pu porter son flambeau au milieu des multitudes »². Si du fait d'un manque de moyens financiers et d'un savoir-faire journalistique, ils n'ont pu faire émerger la presse populaire qu'ils appelaient de leurs vœux, les rédacteurs de ces journaux éphémères ont tout de même introduit dans l'espace public une critique radicale du champ journalistique français des années 1830 et une parole différente pour s'adresser aux classes populaires.

Le contexte politique rendait irréalisable l'apparition d'une presse démocratique. Le libéralisme autoritaire orléaniste, depuis l'arrivée sur le trône de Louis-Philippe, après la révolution de Juillet 1830, a œuvré dans le sens d'une préservation d'un système contraignant pour la presse. L'article 7 de la Charte révisée du 14 août donnant aux Français « le droit de publier et de faire imprimer leurs opinions » a été interprété dans un sens restreint par les lois qui le mettaient en œuvre. Celles-ci ont, certes, abaissé les contraintes qui pesaient sur la presse durant la Restauration (1814-1830), mais elles ont maintenu le cautionnement (versé pour obtenir l'autorisation de publier un journal) et des taxes, comme celle du timbre, qui constituent un véritable cens de la presse. Ainsi, durant la monarchie de Juillet, la presse se développe mais demeure élitiste. Créer un journal nécessite un capital économique, un actionnariat, ce qui empêche les initiatives des classes laborieuses, même quand celles-ci sont assez instruites pour posséder le savoir nécessaire pour écrire des articles. Des exceptions n'ont pu exister qu'à la faveur d'un degré d'organisation important, comme celui dont étaient capable les milieux ouvriers lyonnais au début des années 1830, avec la publication de *L'Écho de la Fabrique*, qui a perduré d'octobre 1831 jusqu'à la loi

² *Le Faubourg Saint-Antoine*, Prospectus, janvier 1833, Paris, BnF, LC2-1341.

répressive du 9 septembre 1835³. Cette dernière a marqué une étape fondamentale dans la répression journalistique, avec le renforcement du cautionnement qui a rendu plus difficile encore l'émergence d'une presse démocratique, bien que des initiatives importantes, notamment socialistes, aient pu s'épanouir⁴.

Ainsi, plus d'une décennie plus tard, on peut lire au moment de la révolution de 1848 : « La Presse du peuple n'existe pas ; elle est à créer »⁵. La phrase est de Gustave Biard, ouvrier typographe se décrivant aussi comme un « écrivain populaire », au sens d'auteur issu du peuple⁶. Dans le prospectus de son nouveau journal, il évoque une « nécessité impérieuse du temps » et fait contenir ce but dans le titre même : *La Presse du peuple*. C'est cette revendication autant que la critique radicale du caractère élitiste de la presse qu'ont voulu porter les rédacteurs – et quelques rédactrices – « quarante-huitards »⁷. Ils ont ainsi publié des centaines de feuilles à partir du printemps 1848.



Fig. 1: *La Presse du peuple*, 5 mai 1848, Paris, BnF, LC2-1801

³ L. Frobert (éd.), *L'Écho de la Fabrique. Naissance de la presse ouvrière à Lyon*, Lyon, ENS Éditions, 2010. Voir aussi : A. Faure, J. Rancière, *La Parole ouvrière, 1830-1851*, Paris, La Fabrique, 2007 (1^{re} éd., 1976).

⁴ T. Bouchet, V. Bourdeau, E. Castleton, L. Frobert, F. Jarrige, (dir.), *Quand les socialistes inventaient l'avenir. Presse, théories et expériences, 1825-1860*, Paris, La Découverte, 2015. Sur l'avant 1848, voir notamment les deux premières parties qui traitent des publications réalisées entre 1825 et la révolution de Février.

⁵ *La Presse du peuple*, 5 mai 1848, Paris, BnF, LC2-1801.

⁶ *Au peuple électeur, Gustave Biard, typographe, écrivain populaire*, Paris, Cordier, 1848.

⁷ M. Agulhon, *Les quarante-huitards*, Paris, Gallimard, 1973.

Un précédent historique a existé : la Révolution française, durant laquelle le champ journalistique d'ancien régime fait de journaux savants, de feuilles d'annonces et de gazettes plus ou moins officielles, dont le lectorat était souvent confidentiel, a été bouleversé. Des similitudes se perçoivent entre le flot de feuilles volantes démocratiques de 1848 et celui observé entre 1789 et 1794. Elles revêtirent la même dimension massive ainsi que la même brièveté, même si quelques journaux comme *L'Ami du peuple* de Marat ou *Le Père Duchesne* de Hebert perdurèrent plusieurs années⁸. Ce premier moment d'irruption démocratique dans la sphère du journalisme est connu grâce à de nombreux travaux réalisés à l'occasion du renouveau historiographique favorisé par le bicentenaire de la Révolution française. L'une des études les plus notables est celle d'Ouzi Elyada⁹, qui complète un ensemble de recherches sur la presse révolutionnaire¹⁰. À l'inverse, l'on est bien en peine de trouver des travaux similaires pour la II^e République. L'effervescence journalistique qui a suivi la révolution de 1848 reste un point relativement aveugle de l'étude de la « civilisation du journal » qui s'est épanouie en France durant tout le XIX^e siècle¹¹. L'on peut toutefois souligner l'interrogation d'Anne-Claude Ambroise-Rendu qui s'est demandé si, du fait de la brièveté de cette effervescence journalistique, le printemps 1848 n'avait pas été « une révolution médiatique en trompe-l'œil »¹² ? S'il est vrai que, par le retour de mesures de contrôle dès après l'insurrection de juin 1848, un rude coup a été porté à la presse, les centaines de feuilles à l'existence éphémère qui ont inondé les grandes villes françaises, notamment Paris et Lyon, ont toutefois permis l'expression d'une presse démocratique qui a contrasté avec l'ordre journalistique élitiste installé sous la monarchie de Juillet. Dans le contexte révolutionnaire du printemps 1848, jouissant d'une grande liberté de parole, et dans la lignée des grandes questions ouvertes par quelques périodiques avancés, notamment démocrates, républicains, voire socialistes, dans les années 1830 et 1840,

⁸ A. Agostini, *La pensée politique de Jacques-René Hébert (1790-1794)*, Aix-en-Provence, Presses universitaires d'Aix-en-Provence, 1999 ; S. Bianchi, *Marat, « l'Ami du peuple »*, Paris, Belin, 2017.

⁹ O. Elyada, *Presse populaire et feuilles volantes de la Révolution à Paris, 1789-1792*, Paris, SER, 1991.

¹⁰ H. Cough, *The Newspaper Press in the French Revolution*, Londres, Routledge, 1988 ; R. Darnton, D. Roche (éds.), *Revolution in Print, the Press in France, 1775-1800*, Berkeley, University of California Press, 1989 ; C. Labrosse, P. Rétat (éds.), *Naissance du journal révolutionnaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1989, et *La Révolution du journal 1788-1794*, Paris, CNRS, 1989 ; G. Feyel (éd.), *Dictionnaire de la presse française pendant la Révolution, 1789-1799. La presse départementale*, Ferney-Voltaire, Centre international d'étude du XVIII^e siècle, 5 vol., 2005-2016 ; J. D. Popkin, *La presse de la Révolution. Journaux et journalistes (1789-1799)*, Paris, Odile Jacob, 2011.

¹¹ D. Kalifa, Ph. Régner, M.-É. Thérenty, A. Vaillant (éds.), *La Civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, Paris, Le Nouveau Monde, 2011.

¹² A.-C. Ambroise-Rendu, *Les journaux du printemps 1848 : une révolution médiatique en trompe-l'œil*, dans «Revue d'histoire du XIX^e siècle», n° 19 (1999), pp. 35-64.

ces feuilles volantes ont discuté de tout. Elles ont débattu de la démocratie, des réformes et des révolutions, de la république et de la monarchie, du socialisme voire du communisme (notamment autour de ce que le fouriériste Victor Considerant a nommé le « jeune parti social », pour désigner la nébuleuse d'écoles et de journaux de tendance socialiste) et s'impliquent dans les échéances électorales de la nouvelle République¹³. Elles analysent les structures sociales, l'art, la littérature, et évoquent la question alors très actuelle des nationalités, la situation coloniale naissante (notamment en Algérie), ou bien la religion (surtout catholique) de manière plus ou moins critique, en questionnant aussi les formes de la sociabilité politique et même la situation des femmes. Toutes ces feuilles n'ont pas évoqué tous ces thèmes, elles ont même pu avoir des positions contradictoires, mais toutes ont participé d'une véritable efflorescence journalistique. Pour l'analyse, ce qui nous intéresse particulièrement ici est surtout la manière dont celle-ci a pu bouleverser le champ journalistique, par le discours, les pratiques adoptées et les symboles mis en avant.

2. Le souffle journalistique révolutionnaire du printemps 1848

Au début de l'année 1848, le paysage journalistique est dominé par une presse bourgeoise, dans son lectorat comme dans sa production et ses modes de consommation. Les rédactions, dont l'existence est permise par la formation d'un actionariat, plus ou moins fortuné, sont peuplées de journalistes issus des classes aisées, produisant des journaux se vendant par des abonnements coûteux, dont l'avance doit être faite en une fois. Les grands quotidiens parisiens sont alors de véritables entreprises avec des stratégies commerciales poussées, telle *La Presse*, créée en 1836 par Émile de Girardin¹⁴. Il est devenu le patron le plus réputé, faisant de son journal un quotidien d'information grand public qui a construit son succès sur ses nombreuses recettes publicitaires et les romans-feuilletons. Le journal, avec ses 50 000 abonnés en 1848, se place, avec *Le Siècle*, lui aussi créé en 1836, et qui avait dépassé les 40 000 abonnés au cours des années 1840, en position de domination du champ journalistique français¹⁵. À la même période, la presse régionale, qui connaît

¹³ T. Bouchet, V. Bourdeau, E. Castleton, L. Frobert, F. Jarrige, « Introduction » dans *Quand les socialistes* cit., p. 27.

¹⁴ M.-É. Thérenty, A. Vaillant, *1836 : l'an I de l'ère médiatique. Analyse littéraire et historique du journal La Presse de Girardin*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2001.

¹⁵ G. Feyel, *Les transformations technologiques de la presse au XIX^e siècle*, dans *La Civilisation du journal* cit., pp. 118-119.

aussi un essor mais demeure limitée dans son lectorat, est surtout une « presse de notables », débordant rarement les sociabilités bourgeoises, avec une moyenne de 500 abonnés¹⁶.

Malgré l'apparition de discours critiques et d'une presse contestataire¹⁷, le règne de Louis-Philippe a consacré une culture de l'imprimé périodique élitiste. Cependant, lorsque le régime est renversé en février 1848, cet ordre journalistique est bouleversé. L'avènement d'une liberté de la presse presque totale a permis une effusion de publications démocratiques. Car c'est sans doute l'un des éléments majeurs de cette « culture médiatique » en voie de constitution sous la monarchie de Juillet, par un vaste processus de standardisation et d'homogénéisation, que de susciter dans le même temps un mouvement inverse, réactif¹⁸. Celui-ci prend la forme d'une presse démocratique qui connaît son apogée en 1848, avec des discours qui émergent pour contester l'ordre journalistique existant et ses codes, ses pratiques, ses modèles et manières de faire et concevoir le journalisme. Le nombre important des feuilles publiées au printemps 1848 fait qu'il est impossible de toutes les étudier individuellement, ou de trouver une cohérence absolue entre elles. Toutefois, malgré cette diversité, elles ont participé à la production d'une parole protestataire radicale. Mais avant d'entrer dans l'analyse du discours, il est nécessaire de caractériser quelque peu la force de ce souffle journalistique quarante-huitard.

Au début du mois de mars 1848, la France a connu l'avènement d'une liberté quasi-totale, avec l'abolition du timbre le 4 mars, puis dans les jours suivants celle des lois de septembre 1835. Les grands quotidiens ont perduré, mais leurs rédactions sont devenues spectatrices d'un flot de publications les attaquant parfois frontalement. Pour le caractériser, il est nécessaire d'en avoir une approche quantitative, rendue possible grâce au grand travail de recension accompli par la Bibliothèque nationale de France (BnF), mais aussi à des initiatives plus locales, comme celle de la Bibliothèque municipale de Lyon¹⁹. Un travail archivistique qui

¹⁶ M. Martin, *La presse régionale. Des affiches aux grands quotidiens*, Paris, Fayard, 2002, pp. 87-104.

¹⁷ Cf. *Quand les socialistes* cit.

¹⁸ D. Kalifa, A. Vaillant, *Pour une histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, in «Le Temps des médias» (2004), 1, p. 203.

¹⁹ Pour la BnF, même si la numérisation est encore peu avancée, un véritable travail de recension a été mené au niveau national : <https://presselocaleancienne.bnf.fr/accueil>. Voir aussi les collections mises en ligne par la Bibliothèque municipale de Lyon, dont de nombreux journaux de 1848 : <http://collections.bm-lyon.fr/presseXIX/showObject?id=PER003&date=00000517>. Il existe aussi des collections, notamment celle de Duméril (érudit spécialiste d'histoire médiévale et collectionneur de journaux) versée aux Archives nationales : AB/XIX/680-AB/XIX/689. Elle se compose de divers imprimés, brochures, tracts de propagande, placards, journaux parus entre 1848 et 1870, dont la plupart entre 1848 et 1852, sous la II^e République.

complète l'étude des catalogues dressés par des collectionneurs après les évènements, tel Henry Izambard, qui a recensé de nombreuses publications parisiennes entre 1848 et 1852²⁰. « Il n'a été publié que le prospectus – Encore un ! » s'exclame-t-il pour souligner le caractère éphémère des journaux qu'il a recensés, qui s'apparentaient le plus souvent à des feuilles volantes qui n'avaient pas l'objectif, ou parfois pas les moyens, de perdurer dans le temps²¹. La brièveté de leur existence rend la quantification difficile. Néanmoins, il est possible d'avancer quelques chiffres, provisoires, mais qui permettent de saisir des ordres de grandeur.

À Paris, qui compte alors un peu plus d'un million d'habitants, il s'est créé une dizaine de journaux en 1845 et 1846, contre plus de 240 pour la seule année 1848. À peine plus de dix ont survécu jusqu'en 1849, ce qui confirme le caractère soudain et éphémère de l'effusion journalistique – après l'entrée en vigueur du décret du 17 février 1852, l'on enregistre dans la capitale française moins de dix journaux créés. Le phénomène est propre aux grandes villes. En effet, le deuxième lieu important de cette effervescence journalistique est Lyon qui, par l'organisation de ses classes ouvrières, avait une avance notable sur les autres villes comparables démographiquement comme Marseille. Car les ouvriers les plus qualifiés, qui savaient lire et écrire, ont été à l'avant-garde de cette effervescence journalistique. Peuplée d'environ 170 000 habitants, sans compter les faubourgs, Lyon disposait de journaux importants, comme *Le Censeur*, *Le Courrier de Lyon*, ou le plus récent *Salut Public* apparu en 1848 qui, avec son actionnariat, a pu perdurer malgré les mesures répressives de l'été, à l'inverse de la cinquantaine d'autres feuilles créées cette année-là (une seule en 1846).

Il s'agit essentiellement de journaux éphémères : plus des deux tiers n'ont pas dépassé les vingt numéros, et beaucoup en ont eu moins de cinq. « Pour une feuille de ce temps-là, une semaine était une existence remarquable ; un mois c'était un phénomène de longévité » note l'un des premiers historiens de la presse française, Eugène Hatin²². L'efflorescence journalistique se nourrit donc en grande partie de nombreuses feuilles volantes publiées par des auteurs souvent anonymes et détachés de tout objectif de pérennisation, voulant simplement porter un message politique. Malgré cela, elles ont bien souvent été assez soignées, avec parfois des vignettes

²⁰ H. Izambard, *La presse parisienne. Statistique bibliographique et alphabétique de tous les journaux, revues et canards périodiques nés, morts, ressuscités ou métamorphosés à Paris depuis le 22 février 1848 jusqu'à l'Empire*, Paris, P.-H. Krabbe, 1853. Voir aussi : J. Wallon, *La presse de 1848, ou Revue critique des journaux publiés à Paris depuis la Révolution de février jusqu'à la fin de décembre*, Paris, Pilet fils aîné, 1849.

²¹ Izambard, *La presse* cit., p. 190.

²² Cité dans Ambroise-Rendu, *Les journaux du printemps 1848* cit., p. 46. Voir : E. Hatin, *Histoire du journal en France, 1631-1853*, Paris, P. Jannet, 2^e édition, 1853, p. 295.

illustrant le titre, et si certaines ont un format réduit à deux colonnes (de 21x28 cm ou 23x32 cm) la plupart adoptent celui des grands journaux de l'époque, avec trois colonnes sur deux ou quatre pages (entre 27x35 cm et 33x45 cm).

La bonne qualité générale prouve l'implication d'ouvriers d'imprimerie, mais ils ne sont pas les seuls. L'engagement est d'ailleurs souvent revendiqué dans le titre même, comme en attestent des feuilles parisiennes, ainsi le *Journal des travailleurs* et *Le Tocsin des travailleurs* étudiés par Samuel Hayat²³, mais aussi celles de villes plus modestes, tel *Le Travailleur* d'Agen qui revendique dans son sous-titre être « rédigé par des ouvriers exclusivement »²⁴. Cela favorise la lecture collective dans les ateliers ou les usines naissantes, en plus des cabinets de lecture et autres lieux de sociabilité habituels pour la lecture des journaux (tels les cafés et les salons). Si parfois ce sont bien des groupes qui s'organisent, l'on ne peut toutefois parler de véritable rédaction, au sens de collectif formé dans la durée et organisé pour publier un journal. De plus, le caractère souvent anonyme des publications favorise la radicalité des discours, il permet aussi de présenter un travail collectif qui contribue, pour les ouvriers, à la construction d'une conscience de classe et à une critique de l'ordre journalistique bourgeois dominant. Cette dernière se perçoit bien dans les articles, même quand les feuilles se veulent républicaines et démocrates sans se dire ouvertement socialistes ou communistes.

2. Des voix protestataires, brèves mais puissantes

Que chacun soit le père de sa pensée ! Voilà, désormais, la seule manière honnête et véridique de faire un journal ; voilà le journalisme nouveau éclos avec la souveraineté politique du peuple. [...] Lorsque la presse sera aux mains du peuple, et n'aura pas d'autre but que de porter à la connaissance de tous des avis intéressants, la presse sera ce qu'elle doit être : utile, édifiante et instructive²⁵.

Gustave Biard dresse en ses mots, en Une de son journal *La Presse du peuple*, déjà évoqué, un constat qui résume bien le discours porté par la plupart des feuilles protestataires qui se créent au cours du printemps 1848. Si, de manière soudaine, des dizaines de rédacteurs improvisés sont apparus, introduisant une grande diversité, l'extrait capte bien l'expression majoritaire. Elle nourrit une critique

²³ S. Hayat, *Les journaux rouges du "printemps 1848"*. Le Journal des travailleurs et Le Tocsin des travailleurs, dans *Quand les socialistes* cit., pp. 293-306.

²⁴ *Le Travailleur*, n. 3, juin 1848, Agen (Lot-et-Garonne), BnF, JO-3991.

²⁵ *La Presse du peuple*, 5 mai 1848, Paris, BnF, LC2-1801.

frontale de la grande presse qui n'est, selon Biard, qu'un « moyen » pour ses rédacteurs « d'afficher leur parasite individualité » ou « de se créer une réputation »²⁶. Elle est présentée comme étant au service d'intérêts privés ou de carrières politiques, ce qui l'empêche d'accomplir ce qu'il pense être la vraie mission du journalisme : informer la population, à commencer par les classes populaires doublement exclues par le manque d'instruction et le prix des journaux. « Le peuple des travailleurs est privé de toute nouvelle intéressante, les journaux n'étant pas à leur portée » confirme le directeur de l'éphémère *Tribun du peuple* publié à Montpellier²⁷. De tels jugements confirment que les initiatives journalistiques socialistes et démocratiques des années 1830 et 1840 ne se sont pas concrétisées comme des organes populaires, à l'inverse des grands quotidiens parisiens, pris pour cible, qui ont considérablement étendu leur lectorat. Des dizaines de publications dressent alors ce constat, répété dans *Le Robespierre* publié à Paris²⁸ :

Cette publication est une œuvre de dévouement à la cause du peuple. Elle est fondée dans le double but de signaler le remède à la misère sociale et de dénoncer les *rédacteurs* qui endorment le peuple, et les charlatans ou les faux *démagogues* qui exploitent sa bonne foi ou flattent ses préjugés dans un but d'ambition égoïste et personnelle.

Ce message affiché en Une traduit bien le double but de ces publications : revendiquer une presse démocratique et mener une charge frontale contre le modèle des grands quotidiens. Cette revendication et cette critique sont partagées par toutes les feuilles démocratiques et les « journaux rouges » – comme les caractérisaient déjà les publicistes conservateurs²⁹ – de 1848, reprenant en cela en partie les idées des organes démocratiques ou socialistes de la monarchie de Juillet (et qui continuent en 1848, à travers la *Démocratie pacifique*³⁰ ou bien les divers journaux des proudhoniens³¹). De nombreuses feuilles, républicaines et démocrates, même sans être socialistes, ont porté ce discours contestataire et revendicatif. Beaucoup ont eu la

²⁶ *Ibidem.*

²⁷ *Le Tribun du peuple*, 3 avril 1848, Montpellier, BnF, [en ligne] <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k7360730b/f2.item>.

²⁸ *Le Robespierre*, 1^{er} juin 1848, Paris, BnF, LC2-1852. C'est l'auteur de l'article qui souligne.

²⁹ S. Hayat, *Aux origines de la République démocratique et sociale : associations ouvrières et journaux rouges en 1848*, dans M. Noguez (éd.), *Les ouvriers du livre au XIX^e siècle. Luttres sociales et révolutions 1848-1871*, Paris, Les Indes savantes, 2021, pp. 33-54. Voir aussi du même auteur : *Les journaux rouges du "printemps 1848"* cit., pp. 293-306.

³⁰ B. Desmars, *À la conquête de l'espace public. Les fouriéristes et La Démocratie pacifique*, dans *Quand les socialistes* cit., pp. 190-202.

³¹ E. Castleton, *Pierre-Joseph Proudhon, seul contre tous. Le Représentant du Peuple, Le Peuple, La Voix du Peuple, Le Peuple de 1850*, *ivi* pp. 278-292.

volonté, souvent inscrite dans les sous-titres, de défendre les « intérêts de tous » contre la presse dominante jugée comme étant au service des intérêts privés et des ambitions individuelles.

Dans les titres, des termes récurrents viennent rappeler cette ambition, tel le mot « peuple » (ou l'adjectif « populaire »). Une rapide analyse des organes publiés à Paris permet de constater que plus d'une quarantaine y font mention directement, soit un sixième des journaux publiés (sans même mentionner ceux qui utilisent des termes comme « démocratie » ou « démocrate », ou font mention du caractère populaire de leur journal dans le seul sous-titre). De même, à Lyon, sur la cinquantaine de journaux créés, près d'une dizaine contient les termes « peuple » ou « populaire ». Si le mot varie dans ses significations, de la logique de la Révolution française axée sur la citoyenneté, jusqu'à des conceptions plus ouvriéristes, il faut noter qu'il est à chaque fois dépourvu de connotation négative, et exprime la revendication d'une conception démocratique de la presse.

Lorsqu'elles se sont faites critiques, les publications ont ciblé régulièrement Émile de Girardin qui incarnait la figure du patron de presse qui a façonné le paysage journalistique de la monarchie de Juillet. De nombreux écrits ont attaqué le modèle qu'il a introduit avec son journal *La Presse*. Par exemple, *Le Réveil du peuple* a fait paraître dans sa Une du 1^{er} avril une adresse « À Girardin » rédigée dans un style pamphlétaire³² :

Nous ne trouvons en lui que l'homme d'argent, spéculateur enragé à qui l'appât du gain mal compris a fait faire fausse route. Faire du scandale, c'est faire parler, c'est faire des abonnés, c'est faire vendre ! Par tous ces détails, on arrive rapidement à la fortune[...]. Girardin, l'homme d'argent, car c'est seulement sous ce rapport que nous le regardons, est dans une fausse position. Voilà où mènent l'ambition et l'aveuglement.

L'article résume Émile de Girardin a un patron de presse obsédé par les gains que peut lui procurer sa prospère entreprise journalistique. C'est un angle d'attaque récurrent pour dénoncer la dimension lucrative et commerciale de la grande presse qu'incarne bien *La Presse*, accusée d'alimenter cette course au profit par la recherche du scandale et un opportunisme politique. Une telle ligne éditoriale et un tel fonctionnement entrent en contradiction avec l'idéal démocratique porté par les feuilles éphémères du printemps 1848 qui élèvent la presse au rang de moyen d'éducation et de défense des classes laborieuses.

³² *Le Réveil du peuple*, 1^{er} avril 1848, Paris, BnF, [en ligne] <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb328547030/date>.

Si elle porte une aspiration démocratique en plus de ses vigoureuses critiques de l'ordre journalistique, cette presse a aussi des points aveugles. En effet, le caractère très masculin du monde journalistique n'est, par exemple, que peu interrogé. Pour en trouver la critique, il faut se reporter aux quelques publications qui ont défendu le droit des femmes à se faire journalistes, et ont remis en cause l'extrême domination masculine dans le paysage journalistique. Ces initiatives ne sont pas nées en 1848, mais se sont inscrites dans une tradition initiée dans les années 1830³³. Ainsi, les saint-simoniennes qui furent à l'origine d'un des premiers organes féministes, *La Femme libre* (1832-1834), Jeanne-Désirée (pseudonyme de Désirée Veret) et Marie-Reine (Reine Guindorf), puis par la suite Suzanne Voilquin, se voulaient des publicistes indépendantes. Le journal était entièrement rédigé par des femmes, issues pour une majorité des classes laborieuses, ou d'une petite-bourgeoisie pas nécessairement aisée, se nommant elles-mêmes dans leurs articles « femmes prolétaires », « filles » ou « femmes du peuple »³⁴. Elles avaient déjà une parole critique sur le champ journalistique, qui était féministe et démocratique, remettant en cause la presse dominante de l'époque en répondant aux invectives de ceux qu'elles appelaient ironiquement « Messieurs du désintéressé *Figaro* », l'un des quotidiens les plus importants de l'époque³⁵. Elles énonçaient une critique qui, comme on l'a vu, ne s'est jamais autant exprimée qu'en 1848, lorsque les nouveaux journaux démocratiques dénonçaient les intérêts égoïstes et le goût de la spéculation des grands quotidiens. Et dans ce contexte révolutionnaire propice aux expériences journalistiques diverses, une presse féminine et féministe a pu en partie s'épanouir. La principale de ces publications a été *La Voix des femmes* – dont le titre dit bien l'ambition – dirigé par Eugénie Niboyet³⁶.

³³ L. Adler, *À l'aube du féminisme : les premières journalistes (1830-1850)*, Paris, Payot, 1979.

³⁴ S. Ferrando, B. Kolly, *Le premier journal féministe. L'écriture comme pratique politique*. *La Femme libre de Jeanne-Désirée et Marie-Reine*, dans *Quand les socialistes* cit., p. 104.

³⁵ *Ivi*, p. 105-106.

³⁶ Pour approfondir l'analyse de l'engagement politique et journalistique d'Eugénie Niboyet, ainsi que celui d'autres figures du féminisme démocratique de l'époque, telles Désirée Gay et Jeanne Deroin voir : M. Riot-Sarcey, *La Démocratie à l'épreuve des femmes. Trois figures critiques du pouvoir, 1830-1848*, Paris, Albin Michel, 1994.

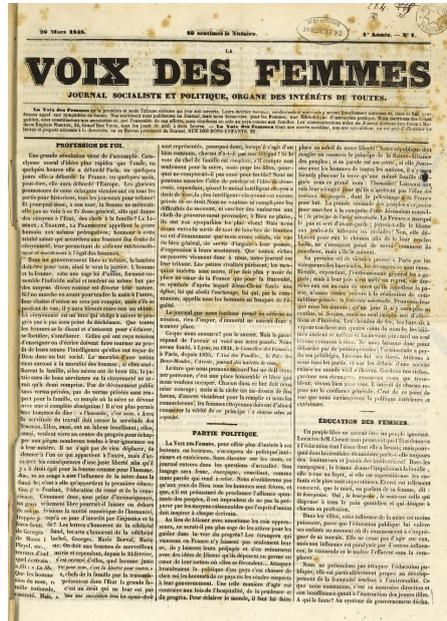


Fig. 2: *La Voix des femmes*, 20 mars 1848, Paris, BnF, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k898635>

Eugénie Niboyet a déjà fait ses armes comme femme de presse sous la monarchie de Juillet, comme elle le rappelle dans la profession de foi publiée en Une du premier numéro du 20 mars 1848 – évoquant notamment la création en 1834 d’un organe à Lyon nommé *Le Conseiller des femmes*. Elle entend élargir la perspective de la presse démocratique qui, de même que le gouvernement provisoire de la République, ne doit pas, selon elle, « laisser en dehors la moitié numérique de l’humanité, frappée jusqu’à ce jour d’interdit par l’injustice et la force brutale »³⁷. « Le journal que nous fondons prend au sérieux sa mission », ajoute-t-elle dans le même article. Cette feuille n’est pas anodine car, contrairement à la plupart des publications du moment, qui ont rarement dépassé les dix numéros, elle en a compté plus d’une quarantaine entre le 20 mars et le 20 juin 1848. Autre fait notable, *La Voix des femmes* a été imprimée par Victorine de Lacombe, une imprimeuse qui a joué un rôle notable dans l’effusion d’organes démocratiques à Paris en 1848 puisqu’elle en a édité près d’une dizaine. Cette précision est importante car les imprimeurs de presse, et plus encore les imprimeuses, sont des figures peu étudiées malgré leur rôle fondamental dans la vie journalistique.

³⁷ *La Voix des femmes*, 20 mars 1848, Paris, BnF, [en ligne] <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k898635>.

L'analyse fait émerger une diversité de voix protestataires et revendicatrices incarnant un journalisme plus direct et démocratique auquel les femmes ont aussi pu contribuer. Mais ces publications n'ont pas seulement ouvert une grande réflexion sur la presse, elles ont aussi contribué pleinement aux grands débats politiques et sociaux du temps, nourrissant les discussions entre révolutionnaires. Une intense lutte, qu'a bien exposée Samuel Hayat, s'est nouée entre ceux qui ont pensé le nouveau régime comme une voie pour apporter une stabilisation à la France et ceux qui ont pensé la république comme un vrai projet révolutionnaire³⁸. Mais au-delà de ce grand débat du printemps 1848 sur le devenir de la Révolution, les centaines de feuilles éphémères sont aussi entrées plus concrètement dans la nouvelle vie politique qui s'est façonnée notamment autour des élections du 23 avril 1848 destinées à réunir une assemblée constituante. Les trois semaines précédant cette échéance, qui a fortement mobilisé les classes populaires dont les hommes étaient conviés à venir voter après l'instauration du suffrage « universel » masculin, ont été un moment intense de publications. Les nombreux journaux créés n'ont pas hésité à soutenir des candidatures. Parfois, ils se sont même créés spécialement pour cela, ce qui explique aussi le caractère éphémère de nombre de journaux disparus juste après les élections. La réussite a été limitée puisque l'élection a consacré une assemblée majoritairement conservatrice, ce qui est une preuve de plus, comme le sera l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte par la suite, que l'effusion journalistique démocratique dont il est question a surtout été urbaine et limitée aux grandes villes, dans une France encore très majoritairement rurale.

Toutefois, si elles n'ont pu influencer les élections, les feuilles démocratiques du printemps 1848 ont pu imposer des débats politiques, notamment autour de la question sociale. Ils ne l'ont pas mise à l'ordre du jour, puisqu'elle se posait déjà avec vigueur dans les années 1830 avec les insurrections ouvrières, notamment des canuts lyonnais, et au cours de la décennie 1840, avec la publication d'enquêtes comme celle de Louis René Villermé sur la condition ouvrière dans les manufactures textiles, et d'ouvrages de réflexion, tels ceux de Pierre-Joseph Proudhon (*Qu'est-ce que la propriété ?*) et Louis Blanc (*L'Organisation du travail*). Cependant, elle est d'une actualité brûlante dans le contexte révolutionnaire de 1848. Car la crise économique de 1846-1847 a poussé de nombreux ouvriers au chômage. Le gouvernement provisoire a connu dès son origine de fortes divergences internes sur son action sociale. Louis Blanc et l'ouvrier Albert, socialistes, en désaccord avec la ligne Lamartine, modérée,

³⁸ S. Hayat, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*, Paris, Seuil, 2014.

ont fait de la Commission du Luxembourg leur moyen d'action. Mais au-delà de cette nouvelle institution, qui avec peu de moyens a dû trouver des solutions à la crise sociale (instauration des ateliers nationaux), c'est la diffusion sans précédent des doctrines socialistes qui a marqué le printemps révolutionnaire. Cette effervescence a inspiré de nombreuses caricatures, telle celle de Bertall qui, en Une du *Journal pour rire* du 14 octobre 1848, dépeint une « foire aux idées » entre théoriciens du socialisme. De nombreux journaux éphémères ont eu pour but d'exprimer des positions socialistes, voire communistes, parfois même dans leur titre, avec tout ce que ces idées contenaient de diversité (entre Cabet, le saint-simonisme, le fouriérisme de Considerant et les conceptions de Leroux ou Proudhon). Il n'est toutefois pas étonnant de constater le succès d'idées sociales avancées dans ces feuilles démocratiques tant les ouvriers ont été impliqués dans leur production. Et pour diffuser ces doctrines, de même d'ailleurs que pour soutenir un candidat particulier aux élections, il fallait que ces journaux pussent être accessibles aux couches populaires, notamment urbaines, ce qui a conduit à une nécessaire adaptation des modes de diffusion.

3. Des feuilles à un sou

Notre publication n'étant pas une spéculation, on peut le voir à la modicité de son prix, nous invitons tous nos amis les prolétaires à nous prêter leur concours, soit en nous adressant l'expression de leurs vœux, auxquels nous donneront la publicité, soit en facilitant l'écoulement de nos exemplaires³⁹.

La République, publiée à Lyon au lendemain de la révolution de Février, a revendiqué, en acte, la « modicité » du prix du journal vendu au numéro à un sou pour toucher les « prolétaires » de la ville. C'est une logique qui contraste avec celle de l'abonnement. Malgré la diminution, enregistrée à la fin des années 1830, de 80 à 40 francs annuels pour un quotidien après l'apparition de *La Presse* et du *Siècle* en 1836 qui ont fait peser à la baisse les prix du marché, les sommes nécessaires demeurent importantes. De plus, les rédactions exigent qu'elles se paient d'avance et en une fois – pour permettre aux entreprises capitalistes que sont alors ces grands journaux de disposer d'une visibilité financière. Les abonnements, même ceux qui ne

³⁹ *La République*, 5 et 7 mars 1848, Lyon, Bibliothèque municipale de Lyon, [en ligne] : <http://collections.bm-lyon.fr/PER003245>.

se font à un cabinet de lecture, requièrent donc bien souvent un débours qui correspond au salaire de plusieurs jours pour un ouvrier.

Ainsi, le développement de la vente au numéro à un sou (cinq centimes de franc) apparaît comme une possibilité pour contrer ce modèle. Elle n'est pas inconnue des grands journaux, comme *Le Siècle*, qui l'utilisent plutôt comme un appoint pour écouler quelques exemplaires en plus. Cependant, elle devient surtout le moyen privilégié, voire exclusif, de diffusion des feuilles révolutionnaires du printemps 1848, et bouscule le champ de la presse. Le choix paraît avant-gardiste car la vente du journal à un sou est devenue dans la seconde moitié du XIX^e siècle, avec l'émergence d'une presse de masse, une véritable norme, surtout après la loi démocratique du 29 juillet 1831. Cependant, le revers en a été une nécessaire brièveté. Car le coût important des impressions rend ce modèle économiquement non viable. Pour compenser le manque à gagner, plutôt que d'augmenter le prix des journaux, ce qui serait aller contre l'idée d'une presse accessible à tous, émergent des propositions, comme celle formulée dans l'extrait précité de *La République* de Lyon d'en appeler à la participation populaire (sous-entendu bénévole) pour la rédaction et la distribution, afin de réduire les coûts. Une autre possibilité réside dans la souscription. Gustave Biard, pour reprendre l'exemple de cet ouvrier typographe parisien, a bien exposé la problématique du coût en Une d'un des journaux qu'il a fondés, *Le Socialisme dévoilé*⁴⁰ :

Le genre de publicité [le modèle journalistique] que j'ai dû adopter ne produisant que perte, et à cause de la faiblesse de mes ressources, et à cause du soin typographique que j'ai voulu apporter à mon travail, il est de toute nécessité, pour que je puisse continuer ma publication, que je m'assure au moins mes frais de base.

Ainsi, il décide d'ouvrir une souscription au bureau provisoire du journal, 38 boulevard Pigalle à Paris, « pour les socialistes, ou autres personnes bienveillantes, qui voudront bien m'aider dans mon œuvre de propagande »⁴¹. Il s'inscrit dans une pratique commune à nombre de ces feuilles démocratiques du printemps 1848, socialistes ou non : la souscription populaire contre l'actionnariat bourgeois. Certains des journaux révolutionnaires, comme ceux de Proudhon, ont reçu un grand soutien financier et ont pu perdurer plusieurs mois en constituant justement un actionnariat (ainsi que grâce à la recette des ventes), donc en adoptant le modèle dominant⁴².

⁴⁰ *Le Socialisme dévoilé*, Paris, 1848 (s.d., mais après la révolution de Février), BnF, [en ligne] <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb328688759/date>.

⁴¹ *Ibidem*.

⁴² Castleton, *Pierre-Joseph Proudhon, seul contre tous* cit., pp. 278-292.

Mais la plupart sont restés des feuilles volantes, en espérant parfois se pérenniser. Les exemples sont multiples. À Montpellier, *Le Tribun du peuple* demande à ses premiers lecteurs de « petits sacrifices » pour perdurer : « en les vendant tous à 5 c., on ne paye même pas les frais » annonce le rédacteur, anonyme, qui précise qu'« une souscription est ouverte au domicile du gérant [...] pour vingt-cinq centimes »⁴³. Ce recours populaire est un moyen de compenser la fragilité introduite par la vente au numéro, mais aussi l'absence de recettes publicitaires, devenues dans les années 1830 une source incontournable de revenus dans le financement de la presse.

Les modestes journaux démocratiques du printemps 1848 n'y ont pas recouru, et n'ont pas eu non plus les moyens de faire leur publicité, sauf par l'intermédiaire d'affiches collées dans les rues, souvent imprimées en couleur. Ainsi à Paris, *Le Salut social*, qui, juste avant les journées de Juin, se veut être, contre la presse bourgeoise, un « journal des droits de l'homme, rédigé par les opprimés », est imprimé sur papier rose et collé sur les murs – de manière à voir seulement la première page⁴⁴. La plupart du temps, ces journaux se distribuent à la criée : de jeunes vendeurs parcourent les rues et essaient de les écouler, ce qui n'est pas aisé car leur grand nombre a introduit une grande concurrence. Et comme dans le modèle qu'ils ont adopté il était indispensable d'écouler les exemplaires d'un numéro pour avoir les moyens d'imprimer le suivant, les marges de manœuvre étaient quasiment inexistantes et ils ont périclité prestement.

Dans la pratique, les modes de distribution, à la criée, dans les clubs ou associations politiques qui se sont créés de manière massive au printemps 1848, et dans les autres lieux de la sociabilité populaire (cabarets, brasseries, cafés, ateliers), laissent peu de traces écrites. Il est difficile d'avoir des chiffres de diffusion précis. Ce qui est certain c'est que ceux annoncés sont en décalage avec la réalité. « Le journal *L'Indépendant* ne sera jamais tiré à moins de dix mille exemplaires, et les mesures sont prises pour le tirer à vingt-cinq mille et au-delà si c'était nécessaire » peut-on lire dans ce prospectus du 15 mai 1848. Cependant, il n'a jamais atteint cette ambition, et a distribué ses 25 numéros à quelques centaines d'exemplaires tout au plus, assez pour perdurer plus de dix numéros, ce qui relève de l'exception pour ces feuilles

⁴³ *Le Tribun du peuple*, 3 avril 1848, Montpellier, BnF, [en ligne] https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k736_0730b/f2.item.

⁴⁴ *Le Salut social*, 19-25 juin 1848, Paris, BnF, LC2-1900.

éphémères, mais pas suffisamment pour se pérenniser⁴⁵. Voilà comment un organe lyonnais envisageait, lui, plus modestement, sa distribution⁴⁶ :

Le Club sera tiré à deux mille exemplaires qui seront répartis ainsi : 400 revenant de droit aux quatre cents souscripteurs. 500 distribués gratis dans les principaux établissements publics, dans ceux spécialement fréquentés par les citoyens les moins fortunés. 100 répandus dans les campagnes et dans la banlieue. 1 000 vendus dans nos rues à cinq centimes le numéro.

Ce journal n'a jamais dépassé le stade de prospectus, ce qui démontre que les objectifs de distribution sont bien souvent fantaisistes. Ils ont donc été loin des grands organes parisiens comme *Le Siècle* et *La Presse* et de leurs dizaines de milliers d'abonnés, mais également des feuilles socialistes plus installées nées dans le contexte révolutionnaire ou dans les mois précédents (*Le Représentant* de Proudhon et ses amis politiques tire à 8 000 exemplaires à la fin du mois de mai 1848, et ce chiffre monte à 20 000 au moment des journées de Juin⁴⁷). Toutefois la modestie de la diffusion matérielle de la plupart des feuilles du printemps 1848 ne doit pas occulter le fait qu'elles circulaient dans les clubs et les banquets, où elles étaient lues et leurs idées discutées. Une réelle synergie a existé entre ces publications et la sociabilité populaire dans les grandes villes françaises⁴⁸. *L'Organisation du travail* a même organisé à Paris un banquet à cinq sous en 1848 pour se financer, lui permettant de perdurer une vingtaine de numéros⁴⁹.

Ces pratiques et modes de diffusion se sont accompagnés d'une réelle critique non tant du principe de l'abonnement en soi, mais de la manière dont il est mis en œuvre par les grandes entreprises de presse. Un journal parisien éphémère, *La Mère Michel*, en Une de son deuxième numéro, cible encore une fois le directeur de *La Presse* dans un article ironiquement intitulé « Grrrande générosité d'Émile de Girardin ». Les abonnés « qui paient toujours d'avance », juge le rédacteur, Frédéric Démouret, « sont eux-mêmes supprimés » au moindre cas de cessation du journal, ne recevant « rien du tout, pas même des nouvelles de leur argent »⁵⁰. L'auteur entendait dénoncer leur non-dédommagement au moment de la suspension provisoire de *La*

⁴⁵ *L'Indépendant*, 15 mai 1848, Paris, BnF, LC2-1811.

⁴⁶ *Le Club*, Prospectus, 1848, Lyon, Bibliothèque municipale de Lyon, [en ligne] <http://collections.bm-lyon.fr/PER003229>.

⁴⁷ Castleton, *Pierre-Joseph Proudhon* cit., p. 281-282.

⁴⁸ Hayat, *Aux origines* cit., pp. 44-45.

⁴⁹ Izambard, *La presse* cit., p. 118. *L'Organisation du travail*, 22 numéros du 3 au 24 juin 1848, Paris, BnF, LC2-1857.

⁵⁰ *La Mère Michel*, août 1848, Paris, BnF, [en ligne] <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb328144725/date>.

Presse à l'été 1848. Mais la critique va plus loin : dans le même article, il accuse le patron du journal d'avoir même augmenté les tarifs d'abonnement, concluant son article en comparant les abonnés à des « benêts qui se laissent plumer ». « Il a donc raison ce généreux Émile de Girardin d'agir de la sorte, et de faire claquer son fouet », ajoute-t-il, dénonçant un modèle qui fonctionne sur la double exploitation, des abonnés et des ouvriers pressés de produire pour un coût toujours moindre. À travers sa critique, c'est la dimension bourgeoise de la presse qui est attaquée, où les journaux sont pensés comme des entreprises capitalistes lucratives et non des outils démocratiques. C'est une critique récurrente. Et *La Mère Michel* permet aussi de constater que ces voix protestataires s'expriment bien souvent sous l'aura d'une figure populaire, en faisant appel à de véritables imaginaires politiques.

5. Figures populaires et références révolutionnaires

Les figures populaires mobilisées sont diverses, mais elles renvoient le plus souvent à la Révolution française, comme on l'a aperçu précédemment avec *Le Robespierre*. Elle est en 1848 une grande source d'inspiration pour appuyer une parole protestataire ou porter des revendications, comme l'avait déjà bien identifié Anne-Claude Ambroise-Rendu⁵¹. Une onomastique des feuilles parisiennes laisse entrevoir de nombreuses références à la Révolution, et plus précisément aux idées de 1793 – extrêmement peu de mention des Girondins⁵². Cette culture démocratique fait vivre une mémoire révolutionnaire de la protestation et de la revendication. Dès le 5 mars 1848, à peine la liberté de la presse accordée, est publié à Paris *Le Père Duchêne*, un journal qui reprend le titre de celui de Jacques-René Hébert, l'une des feuilles les plus importantes de la Révolution française qui a perduré sur près de 400 numéros entre 1790 à 1794. Il s'agit non pas de se référer à des figures populaires qui ont pu naître antérieurement – le Père Duchesne, devenu Duchêne ou Duchène dans l'orthographe modernisée de 1848, est apparu au cours du XVIII^e siècle –, mais à la manière dont elles ont été interprétées et appropriées politiquement au moment de la Révolution. Plusieurs feuilles adoptent la référence, parfois sous une forme actualisée (*Le Vrai Père Duchêne de 1848*).

⁵¹ Ambroise-Rendu, *Les journaux* cit., pp. 39 et 54-55.

⁵² *Le Girardin*, Paris, 2 n., 28 février et 1^{er} mars 1848, BnF, LC2-1698.



Fig. 3: *Le Vrai Père Duchêne* de 1848, 21 mai 1848, Paris, BnF, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k68491/f201.item>.

La plupart sont éphémères, bien plus élaborés dans leur physionomie que les journaux révolutionnaires – avec trois colonnes, un grand format (33x45 cm), et parfois une vignette. Le plus important des *Père Duchêne* a compté 35 numéros, entre avril et août 1848, rédigé par l’avocat Jean-Claude Colfavru alors proche des milieux proudhoniens. Le journal s’est inspiré de la radicalité révolutionnaire de son aîné et a pris pour sous-titre « gazette de la révolution », avec la mention « An premier de la nouvelle république »⁵³. Il s’agit clairement d’inscrire 1848 dans la continuité de 1793. Et le Père Duchêne n’épuise pas la réactivité de la mémoire des courants révolutionnaires. En effet, de nombreux journaux ont introduit une kyrielle de références au Club des cordeliers⁵⁴, aux sans-culottes⁵⁵, aux jacobins⁵⁶, au Comité de salut public⁵⁷, ou bien

⁵³ *Le Père Duchêne, Gazette de la révolution*, 35 n. d’avril à août 1848, Paris, BnF, LC2-1772.

⁵⁴ *Le Vieux cordelier de 1848*, 2 n. les 18 et 28 mai 1848, Paris, BnF, LC2-1821 ; *Le Vieux cordelier*, 6 n. du 19 mai au 1^{er} juin 1848, Paris, BnF, LC2-1822 ; *Le Jeune cordelier*, 29 n. du 16 mars au 11 juillet 1848, Villefranche-de-Rouergue (Aveyron), BnF, JO-2980 ; *Le Nouveau cordelier*, Prospectus du 21 mars 1848, Paris, BnF, LC2-1737.

⁵⁵ 1848-1849 : *Journal des sans-culottes*, 3 n. du 28 mai au 11 juin 1848 (renaît partiellement en décembre 1848 puis en 1849), Paris, BnF, LC2-1837.

⁵⁶ *Journal des Jacobins*, un n. le 14 mai 1848, Paris, BnF (Arsenal), JO-278.

⁵⁷ *Le Salut public. Journal des principes sociaux*, un n. le 27 février 1848, Paris, LC2-2883 ; 1848 : *Le Salut public*, 58 n. du 16 mars au 14 mai 1848, Paris, BnF, LC2-1747.

encore à *L'Ami du peuple* de Marat⁵⁸. Il est même une publication qui a pris le titre de *La Guillotine*, avec une vignette contenant le portrait de Louis-Philippe, le roi déchu, portant une chemise qu'il tient ouverte et à travers laquelle on voit poindre une guillotine. Le message, transmis « par un vieux jacobin », est assez explicite, car cette feuille est publiée le 1^{er} mars 1848, immédiatement après les journées de Février et l'exil du roi⁵⁹.



Fig. 4: *La Guillotine*, 1^{er} mars 1848, Paris, BnF, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb327853147/date>.

Les figures populaires et références à la Révolution française introduisent un dernier aspect original : la manière dont cette effusion journalistique démocratique du printemps 1848 a été mise en cause à travers ses propres codes. Des auteurs anonymes ont pris un malin plaisir à renverser les symboles convoqués par des contrefaçons contre-révolutionnaires, qui existaient déjà du temps de la Révolution française – des *Père Duchesne* s'en prenaient à Hébert, parodiant ses écrits journalistiques⁶⁰. *Le Petit-fils du Père Duchêne* publié à Paris en est un bon exemple.

⁵⁸ *L'Ami du peuple en 1848*, 21 n. du 27 février au 14 mai 1848, Paris, BnF, LC2-1683 ; *L'Ami du peuple*, Limoux (Aude), 1848, BnF, JO-1915.

⁵⁹ *La Guillotine*, 1^{er} mars 1848, Paris, BnF, [en ligne], <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb327853147/date>.

⁶⁰ M. Biard, *Parlez-vous sans culotte ? Dictionnaire du Père Duchesne (1790-1794)*, Paris, Tallandier, 2009.

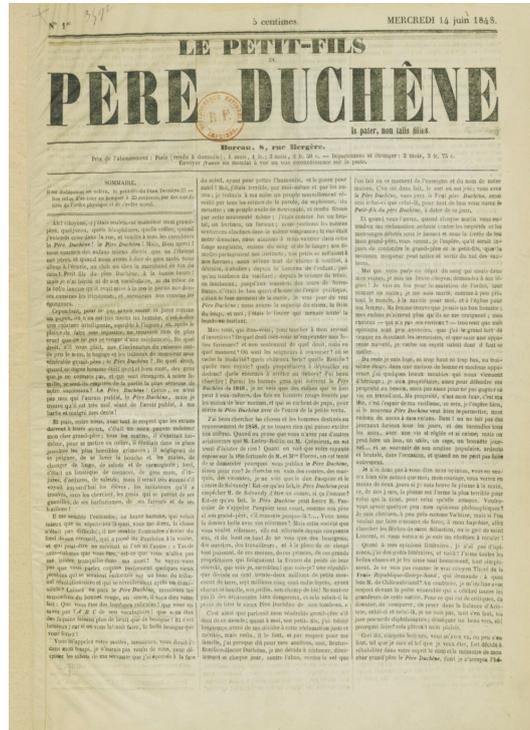


Fig. 5 : *Le Petit-fils du Père Duchêne*, juin 1848, Paris, BnF, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k992998g/f5.item>.

Dans l'article en Une du 14 juin, dans une prose satirique, l'auteur se met dans la peau du petit-fils du Père Duchêne pour juger Hébert ainsi : « c'était un assez pauvre radoteur mon cher grand-père ; [...] un fanatique de menaces, de gros mots, d'injures, d'ordures, de saletés ; mais il serait très étonné de voir aujourd'hui les élèves, les imitateurs qu'il a trouvés »⁶¹. Le rédacteur invente un discours fictif de Jacques-René Hébert s'adressant à ses épigones de 1848 pour critiquer leurs aspirations révolutionnaires⁶² :

Mais vous, qui êtes-vous, pour toucher à mon arsenal d'invectives ? De quel droit osez-vous m'emprunter mes folies furieuses ? [...] Où sont les seigneurs à renverser ? où se cache la féodalité ? quels châteaux forts ? quels propriétaires à dépouiller au-dedans ? quels ennemis à arrêter au dehors ?

⁶¹ *Le Petit-fils du Père Duchêne*, 14 juin 1848, Paris, BnF, [en ligne], <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k992998g/f5.item>.

⁶² *Ibidem*.

C'est une critique qui veut prouver que 1848 serait pire que 1793, qui est pourtant la référence honnie des contre-révolutionnaires. Cette voix protestataire que ces derniers expriment, si elle n'a pas la même force politique que celle mobilisée par les feuilles démocratiques, se manifeste à travers divers journaux. Parfois les renversements politiques sont intégrés au titre, avec le *Perdu-Chêne*⁶³, ainsi que *L'Amer du chêne*, dont les auteurs anonymes ont publié d'autres éditions sous le nom de *Beau nez rouge*, *Jacques au bain*. Il s'agit d'une évidente tentative pour ridiculiser la mémoire révolutionnaire, celle de 1793, largement convoquée dans les feuilles volantes du printemps 1848⁶⁴.

D'autres publications conservatrices éphémères énoncent une critique plus directe, telle *L'Étoile du matin* de Lyon qui, dans son prospectus du 20 mars 1848, s'attaque au flot des publications démocratiques, ainsi qu'à leur modèle de distribution par la vente au numéro⁶⁵ :

Encore un journal... mais c'est à en mourir de dégoût. Sont-ils assommants vos folliculaires à 5, 10 et 15 centimes le numéro ? Quelle rage ont-ils donc de nous placer ainsi sous un feu roulant, un véritable bombardement d'imprimés de toutes les tailles ?... Il faut qu'ils aient une grande dose de présomptueuse fatuité pour s'imaginer que le public qui a si grand souci de ses propres affaires, qui doit être et qui est si avare de son temps, ira le gaspiller niaisement en épiluchant à fond toutes ces fastidieuses paperassures !

Ce vocabulaire outrancier à l'égard des nombreuses feuilles publiées au printemps 1848 s'accompagne d'une dénonciation de la pratique de l'anonymat, en arguant que celles-ci étaient bien souvent écrites par « un âne onyme ». Il s'agit d'une attaque véhémement contre le caractère démocratique de ces journaux, dénoncés aussi pour leur propension à défendre un journalisme dans lequel monsieur tout le monde (Jacques Bonhomme dans le vocabulaire de l'époque) peut porter une parole journalistique publique qui au

⁶³ *Perdu-Chêne*, juillet 1848, Paris, BnF, LC2-1924.

⁶⁴ Izambard, *La presse* cit., p. 79. *L'Amer du chêne*, Paris, 1848 (puis renaît sporadiquement sous différents noms jusqu'en 1849, *Beau Nez rouge*, *Vraie Raie publique*, *Jacques au bain*), BnF, LC2-1904.

⁶⁵ Prospectus de *L'Étoile du matin*, Lyon, du 20 mars 1848, Bibliothèque municipale de Lyon, PER3236, [en ligne] : <http://collections.bm-lyon.fr/PER003236>.

printemps 1848, on l'a vu, a été massivement mise au service d'une vigoureuse critique des codes journalistiques hérités de la monarchie de Juillet.

Ce ne sont toutefois pas tant ces publications qui ont contrarié l'épanouissement démocratique de la presse du printemps 1848 dans le temps, que les mesures répressives prises par les pouvoirs successifs. Les journées de Juin ont été le prétexte idéal pour sévir. Dans les semaines qui ont suivi, le décret du 9 août 1848 du gouvernement républicain conservateur d'Eugène Cavaignac a rétabli le cautionnement, qui a toujours été une barrière financière antidémocratique dans le domaine de la presse. Et si les journaux socialistes et démocrates les plus organisés (tels ceux de Proudhon, ou bien *La Démocratie pacifique* des fouriéristes réunis autour de Victor Considerant) ont pu perdurer en 1849 et 1850, les feuilles volantes du printemps 1848 n'ont jamais pu se pérenniser, alors que le flot de publication a été décroissant au fil des nombreuses lois de contrôle de la presse (27 juillet 1849 et 16 juillet 1850), jusqu'au décret du 17 février 1852 pris après le coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte et qui installe définitivement le régime de censure en place sous le Second Empire. Toutefois, cet arsenal législatif de contrôle et de répression ne doit pas effacer la force du souffle démocratique du printemps 1848. La II^e République, surtout à ses débuts, a été un moment fort de remise en cause de l'ordre journalistique bourgeois et élitiste de la monarchie de Juillet. Des centaines de feuilles, éphémères pour la plupart, ont pu se publier et porter un discours critique et des revendications démocratiques, dans les écrits comme dans les pratiques et les symboles mis en avant. Si elle s'est bien vite essoufflée du fait du manque de moyens et du retour de mesures répressives, elle a constitué un grand moment de réflexion sur la presse et une étape essentielle dans le long processus de sa démocratisation en France au XIX^e siècle.